

Analyse de la démarche *Smart village*

COMMENT UNE COLLECTIVITÉ
PEUT S'EMPARER DE LA
STRATÉGIE *SMART VILLAGE*
ET LA DÉCLINER DANS SON
TERRITOIRE ?

RAPPORT



Sommaire

INTRODUCTION	3
1. MISE EN CONTEXTE : D’OÙ VIENT L’ESSOR DES DÉMARCHES SMART VILLAGE EN EUROPE ET EN FRANCE ?	4
Comment est apparu le terme <i>Smart village</i> dans la littérature ?	4
Quels éléments de définition de la démarche <i>Smart village</i> ?	6
FOCUS 1 - Quel est le bon périmètre d’action et de mise en oeuvre de la démarche <i>Smart village</i> ?	7
Quelles sont les limites pour se saisir de la démarche ?	8
Comment faciliter l’appropriation de la démarche ?	9
2. QUELLES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT ?	10
FOCUS 2 - Aides Territoires, une plateforme pour identifier les aides disponibles pour les projets des collectivités	10
3. QUELLE IMPLICATION ET QUEL RÔLE DES ACTEURS DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA DÉMARCHE ?	12
Quelles compétences “métier” mobilisées ?	12
Un champ d’action dépassant le découpage des compétences administratives ?	13
FOCUS 3 - Quelles démarches identifiées <i>Smart village</i> pendant la crise sanitaire ?	13
FOCUS 4 - Quelles démarches identifiées <i>Smart village</i> pour l’agriculture locale	17
4. QUELLE MESURE DE L’IMPACT ET QUELLE ÉVALUATION DE LA PLUS-VALUE DE LA DÉMARCHE SMART VILLAGE ?	18
Annexes	20
Fiche Technique 1 - Cartographie des acteurs et des compétences impliqués dans la réalisation de démarches <i>Smart village</i>	20
Fiche Technique 2 - Cartographie des financements	20
Financements européens	21
Financements français	24
Bibliographie	27
Plateformes ressources et réseaux autour de la démarche <i>Smart village</i> et des territoires intelligents en France	27
Guides et ouvrages sur la démarche <i>Smart village</i> et les territoires intelligents	27
Articles	28
Déclarations et manifestes	28
Projets nationaux et européens en lien avec la démarche <i>Smart village</i>	28
Ouvrages méthodologiques	29

Introduction

Le Réseau rural national (RRN) a initié en 2020 une réflexion autour de la démarche *Smart village* en vue de la rendre accessible et appropriable par ses membres. Un webinaire consacré au sujet du *Smart village* a ainsi été organisé le 28 mai 2020, avec la participation d'animateurs de territoire LEADER, de l'AMRF (Association des maires ruraux de France), de Leader France, de l'ANPP (Association nationale des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des pays), et de RED (association internationale Ruralité environnement développement). À l'issue des échanges, les participants ont identifié un besoin de médiation afin de mieux comprendre le concept de *Smart village*, et la manière dont les collectivités peuvent s'en emparer pour décliner cette démarche dans leurs territoires.

Fort de ce constat, le RRN a confié en juin 2021 à l'ADRETS (Association pour le développement en réseau des territoires et des services) la réalisation d'une étude complète sur la démarche *Smart village*. Cette étude est décomposée en trois phases :

- » la rédaction d'une analyse de la problématique posée par la démarche *Smart village*, objet du présent document ;
- » la réalisation d'un guide méthodologique permettant aux élus locaux, aux agents des collectivités locales et à leurs partenaires associatifs de se saisir concrètement de la démarche *Smart village* ;
- » la restitution en 2022 de ces travaux sous la forme d'un webinaire et d'une rencontre présentielle.

Smart village : un concept, une approche, une démarche ?

Le terme de "*Smart village*" est apparu (voir plus bas pour son historique) pour tenter de nommer des démarches déjà existantes mais balbutiantes et qu'il semblait intéressant de faire émerger, voire de développer. Les travaux réalisés depuis ont tenté de définir ce que pouvait intégrer ces démarches de territoire et d'en poser des bases de "concept" et des modalités de réalisation pour rendre le processus appropriable et reconnaissable par les territoires. Ainsi dans le présent document, nous parlerons tantôt de "concept" pour désigner les travaux menés autour de sa définition, et de "démarche" au sens de "manière d'agir" lorsqu'il s'agira de présenter des modalités et exemples de mise en oeuvre concrète.

Via la nouvelle programmation de la Politique Agricole Commune 2021-2027 et le plan de relance européen, les mesures de soutien à la ruralité se saisissent des nouveaux enjeux de transitions des territoires, éventuellement facilitées, voire bouleversées, par le numérique. Particulièrement accéléré par les impacts de la crise sanitaire sur le quotidien et les projets en ruralité, le numérique s'installe en filigrane de bon nombre de dispositifs que l'Union européenne a actés. Ce contexte augure un tournant qui s'opère déjà, et qui appelle à être

accompagné pour que les territoires ne subissent pas le manque d'infrastructures, les nouveaux usages, les nouvelles compétences qui devront l'accompagner, mais bien qu'ils en saisissent les opportunités et en tirent tout le potentiel pour résoudre leurs défis particuliers.

Pour le RRN, il s'agit de comprendre, renseigner, et de faire oeuvre de pédagogie pour décrire le «pourquoi et comment» ces démarches *Smart village* peuvent être déployées localement. Il s'agira également de faire comprendre qu'il s'agit d'un «virage» à envisager pour les acteurs locaux, ou plutôt d'une nouvelle manière d'envisager le développement local à l'ère 2.0 : les datas, les nouvelles manières de travailler, les services publics «tout» dématérialisés, les nouveaux circuits de consommation, la diversification des canaux de vente des produits et services produits en ruralité, les nouvelles manières d'être citoyen ou acteur de son territoire... Outre cette nécessaire transition numérique, les modalités d'actions territoriales se voient transformées en profondeur par les demandes citoyennes d'implication locale, la complexité des problématiques actuelles, les enjeux de coopération, de transversalité, d'hybridation des fonctions, d'hybridation public-privé, de mise en commun bien plus forte des projets, une vision holistique nécessaire notamment dans les territoires ruraux peu dotés en ingénierie. Cette analyse approfondie du concept de *Smart village* se compose d'une revue de littérature et d'un état de l'art, croisés avec une première observation d'expériences et une analyse critique de la démarche. L'objectif est de questionner la signification concrète de cette démarche pour les territoires en matière de méthodologie, de réalisation et de plus-value, ses potentiels et ses points de vigilance. Le document intègre une partie de développement visant à interroger les différentes composantes de la démarche *Smart village*, tout en renvoyant vers des focus d'approfondissement ou d'exploration, ainsi qu'à des fiches thématiques et des tableaux figurant en annexes.

Cette analyse met en évidence la diversité des champs d'approches thématiques de la démarche *Smart village* au regard des compétences territoriales. Elle aborde également les enjeux transversaux identifiés dans la littérature et les expériences de terrain (nouveaux modèles de coopération entre acteurs, hybridation des modèles, nouveaux lieux de services etc.).

Il s'agit là d'un premier pas vers une meilleure compréhension de la démarche *Smart village* par les décideurs et les techniciens qui accompagnent leur mise en oeuvre dans le cadre des politiques publiques ; l'objectif étant d'en analyser le concept, encore flou et en manque d'incarnation, afin de le rendre abordable et pédagogique.

Mise en contexte : d'où vient l'essor des démarches *Smart village* en Europe et en France ?

Les territoires ruraux se revendiquant *Smart village*, ou connus et reconnus comme tels, sont de plus en plus nombreux aujourd'hui en France comme en Europe. D'où vient cette appellation, ou concept ? Alors que le terme de Smart City, développé dans les années 2000, est désormais bien ancré pour penser l'organisation des villes par une mise en réseau des hommes, des biens et des services, facilitée par les infrastructures numériques, le concept « Smart » est aujourd'hui évoqué et accolé aux villages et territoires, pour répondre aux enjeux de leur développement propre, en dehors des grandes métropoles. Au niveau européen, la déclaration de Cork 2.0 et le discours de Bled en 2018 ont propulsé le *Smart village* comme une voie souhaitable pour le développement de territoires ruraux «intelligents». Des travaux importants de mise en réseau consacrés par le Réseau PAC (anciennement REDR - Réseau européen du développement rural) ont réuni en 2018 près de 140 acteurs du développement rural et des responsables politiques pour identifier les enjeux de la démarche *Smart village* et les conditions à réunir pour en favoriser l'essor.

Comment est apparu le terme *Smart village* dans la littérature ?

Sur le terrain, l'Union européenne a investigué le concept de *Smart village* dès 2016 à travers des déclarations politiques prenant position en faveur de ces démarches, mais aussi en donnant les moyens de les structurer à travers plusieurs projets pionniers (Smart Eco-social Villages, Smart Rural 21, Smart Digital Transformation of villages in the Alpine Space, inter-groupe *Smart Villages* du Parlement européen). Une mise en réseau de territoires pilotes s'est ensuite opérée, notamment grâce à la plateforme et aux animations du Réseau PAC (anciennement REDR). La chronologie ci-contre illustre les grandes étapes européennes vers le concept de *Smart village*. À noter que les travaux se sont poursuivis en 2021 dans le cadre de la Vision à long-terme pour les zones rurales. Cette nouvelle feuille de

route augure des actions en faveur d'une Europe plus forte, mieux connectée, plus résiliente et plus prospère, avec la déclinaison de cette vision dans les dispositifs à venir de la Politique agricole commune post-2021. Il s'agira de détailler dans le guide méthodologique en quoi cette nouvelle vision peut servir de levier au déploiement des démarches *Smart village* en Europe.



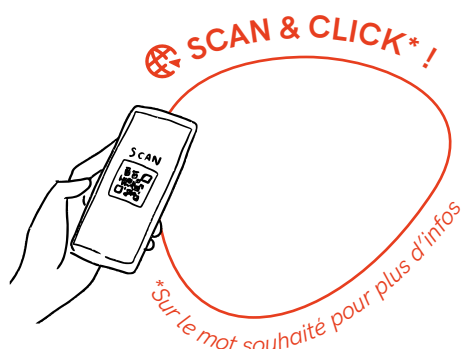
source : Briefing Villages intelligents, Parlement européen, 2021.

« Dans l'ensemble de l'Europe, la population des zones rurales est en moyenne plus âgée que celle des zones urbaines et commencera doucement à diminuer au cours de la prochaine décennie. Cette situation, lorsqu'elle est associée à une connectivité insuffisante, à des infrastructures sous-développées, à l'absence de possibilités d'emploi diversifiées, ainsi qu'à un accès limité à des services tels que les transports publics, les écoles, les hôpitaux et les commerces, contribue à rendre les zones rurales moins attrayantes pour y vivre et y travailler. Dans le même temps, les zones rurales jouent également un rôle actif dans les transitions vertes et numériques. La réalisation des objectifs fixés par l'UE pour ses ambitions numériques à l'horizon 2030 peut également offrir davantage de possibilités pour le développement durable des zones rurales au-delà de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, car elle ouvre de nouvelles perspectives pour la croissance de l'industrie manufacturière et, surtout, des services et favorise une meilleure répartition géographique des services et des industries. (Source : Vision à long terme de l'UE pour les zones rurales 🌐).

En France, la littérature développée semble s'être un temps attachée à comprendre les tenants et aboutissants de la Ville intelligente d'abord et d'en cerner les contours pour les petites villes (Guide Smart city versus stupid village -2016, Vers des villes plus intelligentes - 2018). Parallèlement, quelques ouvrages et guides tentent d'adopter le prisme du territoire comme entité, au-delà de la métropole, pour comprendre la démarche dite "Smart" ou "intelligente" et la complexité des implications de ce qui est attendu et entendu comme éléments de la démarche. Ainsi, un premier ouvrage notable évoque la difficulté de penser la démarche "Smart" de manière systémique en l'appliquant aux territoires :

"Le développement de ces services pose d'importants problèmes. En effet leur conception et leur mise en oeuvre impliquent un grand nombre d'acteurs hétérogènes comme on vient de le souligner : collectivités locales, utilisateurs et communautés d'utilisateurs, opérateurs de réseau, détenteurs de données, gestionnaires d'équipements urbains, entreprises diverses,

organismes techniques (standardisation)... Pour que l'innovation voie le jour et plus encore arrive jusqu'aux marchés, ces acteurs qui détiennent des compétences ou des ressources spécifiques nécessaires à l'innovation doivent coopérer." (ASTEE, 2016 Territoires en Transition : mettre l'intelligence numérique au coeur des services publics).



Mise en contexte : d'où vient l'essor des démarches *Smart village* en Europe et en France ?

En 2018, l'ouvrage "Construire son Smart Territoire" semble ouvrir la voie pour donner des clés d'une pensée systémique de la démarche "Smart" dans les territoires hors métropole. Toutefois, là encore, l'introduction laisse en suspens la part de l'intelligence collective et des coopérations dans l'acception "Smart", et envisage cette démarche comme une solution numérique aux défis du territoire. Mounir Mahjoubi, alors Secrétaire d'État chargé du numérique d'introduire l'ouvrage : "Le numérique est une formidable opportunité pour tous les territoires. Ils doivent s'en saisir pour moderniser leurs pratiques et permettre à tous les citoyens de bénéficier de services publics plus innovants, plus performants et plus accessibles."

Enfin, de la même manière que la Vision à long-terme pour les zones rurales, à l'échelle européenne, l'échelle française a récemment consacré, à travers l'Agenda Rural en 2019, 200 mesures d'accompagnement des zones rurales pilotées par l'ANCT (Agence nationale pour la cohésion des territoires). Certaines de ces mesures sont tout à fait susceptibles de soutenir des projets s'inscrivant dans la démarche *Smart village*, il s'agira là aussi de les détailler dans le guide méthodologique.

Ce premier aperçu nous permet donc de faire le constat que la démarche s'est répandue sous l'impulsion d'une dynamique européenne, mais aussi française et s'est imposée pour répondre de manière pertinente aux nouveaux enjeux de la ruralité, bien qu'il demeure un flou important, autour de sa définition, de sa méthodologie et de sa mesure d'impact.

"Il importe que les communautés rurales prennent l'initiative de stimuler la fourniture de services ruraux, en particulier dans les domaines de la santé, de l'aide sociale, de l'éducation et de l'énergie, ainsi que la mobilité dans les territoires ruraux." (source : Rural Connections, Réseau PAC (anciennement REDR), printemps / été 2018). On peut considérer que ce sont les prémices des problématiques et enjeux d'une démarche de *Smart village*.

L'ensemble des ouvrages cités apportent des premiers éléments de définition et des clés

méthodologiques pour mettre en œuvre une gestion intelligente au niveau des territoires (voir Bibliographie).

Quels éléments de définition de la démarche *Smart village* ?

Pour beaucoup, la démarche *Smart village* ne s'apparente qu'à une application stricte du concept de Smart City à la ruralité, lui accordant principalement une dimension numérique et oubliant sa dimension systémique et polysémique.

En France, par son titre osé et volontairement provocateur, c'est notamment le rapport «Smart city versus Stupid villages» (Caisse des dépôts / APVF / ADCF) qui a retenti en 2016 comme un appel vers les élus et les acteurs de territoire à considérer cette démarche comme un levier de développement «au niveau des petites villes et de leurs territoires».

"La France se divisera-t-elle en deux, avec d'un côté une « smart city » dans quelques grandes agglomérations et d'un autre côté une multitude de « stupid villages » ? Cette formulation provocatrice vient d'une part démystifier le terme survalorisé de la « smart city », poussé par l'ensemble des industriels du secteur, mais elle pose aussi la question de l'apport réel de la « smart city » aux territoires moins denses et notamment aux petites villes. Dit d'une autre manière, la smart city (et ses bénéfices concrets) est-elle à la portée des territoires péri-urbains et ruraux ?"



Ce rapport invite déjà à favoriser la conduite de démarches offrant la place **à de nouvelles coopérations pour développer des projets innovants en ruralité et impliquant une approche plus englobante, afin de s'adapter et de répondre aux défis des territoires peu denses, à l'heure de l'expansion des technologies numériques et ce dans tous les aspects du quotidien.**

«Les villages intelligents concernent avant tout les personnes. Il s'agit de communautés rurales qui prennent des initiatives afin de trouver des solutions pratiques aux défis et de tirer le meilleur parti des nouvelles possibilités. Bon nombre de ces nouvelles possibilités peuvent reposer sur des solutions numériques, mais le terme «intelligent» implique également de coopérer et de créer des alliances, c'est-à-dire de penser différemment et de forger son propre avenir pour s'engager sur la voie de la prospérité et de la durabilité.» [Phil Hogan, Commissaire européen en charge de l'agriculture et du développement rural, 2019].

Outre la notion de coopération et d'approche globale reprise par Phil Hogan dans cette situation, apparaît également la notion de durabilité qui représente l'une des dimensions clés de la définition d'un *Smart village*. L'utilisation des outils numériques n'est certes pas une fin en soi, mais représente alors une opportunité pour répondre aux grands enjeux écologiques et environnementaux de ce 21^e siècle. La recherche de la sobriété, le fait de favoriser les circuits courts ou encore l'habitat écologique font ainsi partie des quelques grands principes qui ressortent du Manifeste RURALITIC des *Smart villages* pour une France durable et épanouie 🌐.

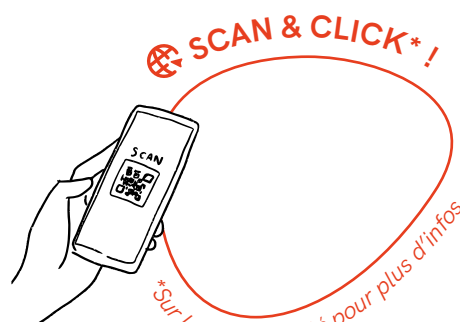


«Les villages intelligents sont des communautés rurales qui mettent en oeuvre des solutions innovantes construites sur leurs forces et opportunités locales pour améliorer leur résilience. Ils s'appuient sur une approche participative pour améliorer leurs conditions sociales, économiques et environnementales, en particulier grâce aux solutions offertes par le numérique. Les villages intelligents peuvent aussi mettre en place des coopérations et des alliances avec d'autres communautés et acteurs de territoires ruraux et urbains. La mise en oeuvre des stratégies « *Smart village* » peut se construire sur des initiatives existantes, le financement peut provenir de sources variées, tant privées que publiques». [Définition du projet pilote Eco Social *Smart Village*, 2020].

Ainsi, au-delà de l'ambition du *Smart village* "idéal", la démarche se caractérise par une nouvelle manière de faire en termes de coopération territoriale et d'intelligence collective. C'est un processus dans lequel s'inscrit un territoire, en investissant un panel de thématiques (qualité de vie, environnement, économie, mobilité,...) sans pour autant viser l'exhaustivité immédiate. C'est dans ce sens que des initiatives existantes peuvent tout à fait répondre à cette définition et se reconnaître dans cette démarche.

Quel est le bon périmètre d'action et de mise en oeuvre de la démarche *Smart village* ?

Les publications scientifiques reconnaissent que la démarche de village intelligent partage des caractéristiques communes avec la démarche LEADER, en tant que démarche de développement rural systémique, intégrée, dans une logique de forte participation des acteurs locaux. Les deux démarches s'articulent autour d'une localité ou d'une zone. Il se dégage des exemples de territoires *Smart village* existants ou encore des dernières positions européennes, que le périmètre adopté pour déployer la démarche "Smart" en zone rurale va du village, au réseau de villages à l'échelon intercommunal (Villages intelligents, Parlement européen 🌐, 2021.), alors que la démarche LEADER adopte une perspective territoriale plus large.



Mise en contexte : d'où vient l'essor des démarches *Smart village* en Europe et en France ?

Quelles sont les limites pour se saisir de la démarche ?

Il semble intéressant de se pencher sur les facteurs qui facilitent ou au contraire empêchent actuellement les acteurs locaux voire supra-territoriaux, tant au niveau technique que politique, de se saisir de ces démarches *Smart village*. Les retours de terrain croisés avec notre observation de la littérature mettent en évidence les freins suivants :



FREINS ET LIMITES ACTUELLES

1. *L'absence d'une vision et d'une culture "des possibles" ou comment renouveler les pratiques du développement rural à l'ère 2.0*

- Manque de connaissance et d'exemples inspirants de la part des élus et techniciens.
- Sur-information et sur-mobilisation des élus et techniciens.
- Tension des financements dans les territoires peu denses éloignant la capacité à investir des nouveaux projets, de la recherche et réflexion, des projets à long-terme.
- Vision négative d'une démarche identifiée comme "éloignée", "hors sol", technocrate, dont l'appellation reprend un vocable de la métropole "Smart City" et anglicisant.
- Manque d'inspiration avec des visites de terrain d'expériences réussies et de projets démonstrateurs.
- Choc des cultures des acteurs ruraux en opposition aux urbains, relevant d'une résistance au changement ou aversion au risque politique.

2. *L'absence d'une culture commune et territoriale sur les enjeux du numérique*

- Méconnaissance des solutions numériques.
- Absence de visibilité sur le rapport coût-bénéfice des solutions.
- Incertitudes sur l'interopérabilité des systèmes
- Manque de garantie de la durabilité des solutions développées.
- Difficultés de la mutualisation de solutions entre territoires éloignés mais aux enjeux partagés.
- Déficit de structures et de compétences sur le numérique.
- Manque d'une culture des communs en matière de gestion des données (qui contrôle et gère l'accès aux données des usagers, pour en faire quoi, au service de qui...?).

3. *Le manque d'acculturation aux nouvelles formes de coopération, nouveaux modèles de développement de projets de territoire*

- Méconnaissance ou manque de compétences pour initier, accompagner ou animer des projets participatifs et collaboratifs.
- Manque d'outils pour animer des démarches citoyennes autour de la notion d'habitant-usager.
- Des partenariats publics-privés et des dynamiques d'innovation sociale émergents mais encore peu répandus.

Source : Caisse des dépôts, 2016. Guide «Smart City versus Stupid Villages».



Ces freins ont donc pour conséquence une accessibilité plus difficile à la fois à l'appréhension de la démarche *Smart village*, à la connaissance méthodologique pour la mettre en oeuvre et enfin à la connaissance des dispositifs financiers et réseaux ressources qui permettraient aux acteurs locaux d'en faciliter la mise en oeuvre.

Pourtant, la cartographie des financements démontre la multiplication des dispositifs à l'échelon tant local que national voire européen (**voir Fiche technique 2**). Toutefois, les dispositifs peuvent sembler complexes à mobiliser en matière d'ingénierie de financement, ou simplement en raison d'une difficulté de lecture.

Il existe des réseaux désormais bien constitués pouvant répondre efficacement aux questionnements des acteurs et pouvant les accompagner ou les conseiller dans leur démarche (**voir la Bibliographie**). À l'échelle française, des réseaux combinent souvent la production de ressources et l'organisation d'événements de mise en réseau (**Ruralitic, Les Interconnectés**). Il en va de même à l'échelle européenne avec une animation active de la part du Réseau PAC (anciennement REDR), ou encore le réseau alpin des villes et villages intelligents, qui ne concerne toutefois que trois régions françaises.

Ainsi, le manque d'accessibilité relève plutôt d'un **manque d'information et de connaissance des outils par les acteurs locaux** afin que ceux-ci se saisissent des potentialités de la démarche (plus-value et impacts territoriaux) ainsi que des opportunités financières existantes.

Comment faciliter l'appropriation de la démarche ?

Partant du constat - relevé dans les différentes ressources, cf. Bibliographie) - que l'initiation des démarches de *Smart village* implique

quasi toujours un triptyque élus-techniciens-acteurs privés (entreprises ou associatifs), la problématique principale est de savoir comment informer et sensibiliser ces trois niveaux d'acteurs à l'échelle locale, tout en visant une diffusion nationale équitable vers tous les territoires. Comment infuser dans les réseaux, y compris institutionnels ? Quels canaux utiliser pour toucher les acteurs ?

» **Investir les réseaux d'élus ruraux** / Il semblerait que les réseaux fédérant les acteurs de la ruralité soient les plus à même de toucher les élus locaux : Réseau rural national, AMRF (Association des maires ruraux de France), AMF (Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités), et désormais l'AdCF (Intercommunalités de France). Ces réseaux doivent se faire les avocats de la démarche si tant est qu'elle est reconnue et plébiscitée par tous, selon une même voix, certainement derrière un certain nombre de portes-paroles de la ruralité, qui en assoient le crédit et l'image.

» **Former les techniciens d'aujourd'hui et de demain** / Le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) commence à se saisir de la problématique avec le développement d'un MOOC sur le sujet du *Smart village*. Il semblerait pertinent d'aller plus loin et d'informer les principales écoles et centres de formation des agents de développement local de demain. L'objectif serait de diffuser des contenus et des messages qui placent les techniciens des collectivités en capacité de mettre en oeuvre et conduire ce type de démarches.

» **Susciter l'envie d'acteurs privés de coopérer avec leur territoire d'ancrage et les élus** / Il s'agit de sensibiliser les acteurs privés aux nouvelles formes de coopération et de partenariats gagnants-gagnants à développer entre le secteur privé et la collectivité. Ce type de sujet doit pouvoir investir et transfuser dans l'ensemble des services des collectivités territoriales, mais aussi dans la proposition de programmation des événements liés à l'aménagement du territoire, ou liés à la coopération économique. Les agences de développement économique, les maisons de l'emploi ou encore les agences d'urbanismes peuvent avoir, en ce sens, un rôle à jouer dans ce type d'engagement à informer conjointement la sphère économique et politique. C'est aussi le rôle des Clusters ou des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) d'être une interface fructueuse pour penser le projet de territoire conjointement entre acteurs de la sphère privée (entreprises, associations) et publique (collectivités, universités...).

Quelles possibilités de financement ?

La cartographie des financements présentée dans la **Fiche Technique 2** détaille un premier niveau d'analyse des possibilités de financement, jouant un rôle levier pour lancer un projet s'inscrivant dans une démarche *Smart village*.

Le document « Action de l'Union européenne pour des villages intelligents 🌐 » et le rapport final du Projet Smart eco-social villages aident à rendre lisible la manière de se saisir des financements européens aux fins de mise en oeuvre d'une démarche *Smart village*, de manière transversale ou sur tout ou partie de ses dimensions. Ces financements sont détaillés en première partie de la cartographie.

Au niveau français, les financements seront à étudier en détail dans le guide méthodologique à plusieurs niveaux : du rôle potentiel de la contribution communale ou intercommunale jusqu'aux financements et dispositifs nationaux, en passant par les départements et régions. À ce stade, il convient d'analyser la possibilité pour les communes ou intercommunalités de se saisir des dispositifs nationaux, pour lesquels ces collectivités ont toutes un accès équitable. C'est l'objet de la deuxième partie de la cartographie, qui reprend une synthèse des principales mesures nationales du Plan de relance 🌐, des mesures de l'Agenda rural 🌐 ainsi que d'autres dispositifs thématiques de l'ADEME par exemple.

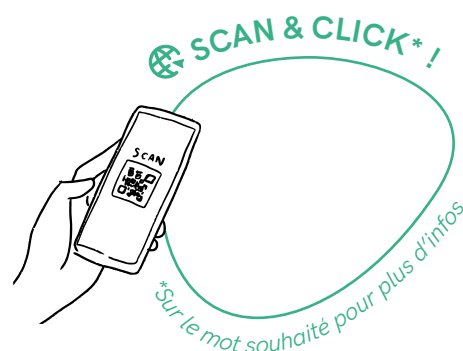
Point de vigilance : cette cartographie n'est pas exhaustive. Pour inciter les collectivités françaises à se saisir de la démarche, il s'agira de déployer dans le guide méthodologique une lecture facilitée pour aider les élus locaux à identifier les sources de financements en fonction de leurs finalités, selon qu'elles financent :

- de l'investissement : pour aider à la création effective des infrastructures ou nouveaux services en fonction de la démarche *Smart village* adoptée et des activités pilotes choisies ;
- du fonctionnement : pour aider à animer durablement la démarche localement ;
- de l'ingénierie : qu'elle soit développée au sein de la collectivité et du territoire, ou que le territoire bénéficie d'un appui en ingénierie externe.

Par ailleurs, la plateforme Aides-territoires pourra être l'alliée des acteurs locaux pour qui la réalisation d'une veille sur les financements n'est pas envisageable.

Aides Territoires 🌐, une plateforme pour identifier les aides disponibles pour les projets des collectivités

Le PETR Sud Lozère (48) accompagne les communes de son territoire sur ce dispositif qui vise à favoriser l'accueil de nouvelles populations. La thématique étant extrêmement vaste, le choix a été fait de se concentrer sur des actions clés à concrétisation rapide (rédaction de guides d'ad'informations).



① La structure — ② Le territoire — ③ Le projet / les thématiques — ④ Les sous-thématiques

Vous recherchez des aides pour...

Une collectivité

Commune

Intercommunalité / Pays

Département

Région

Statut particulier

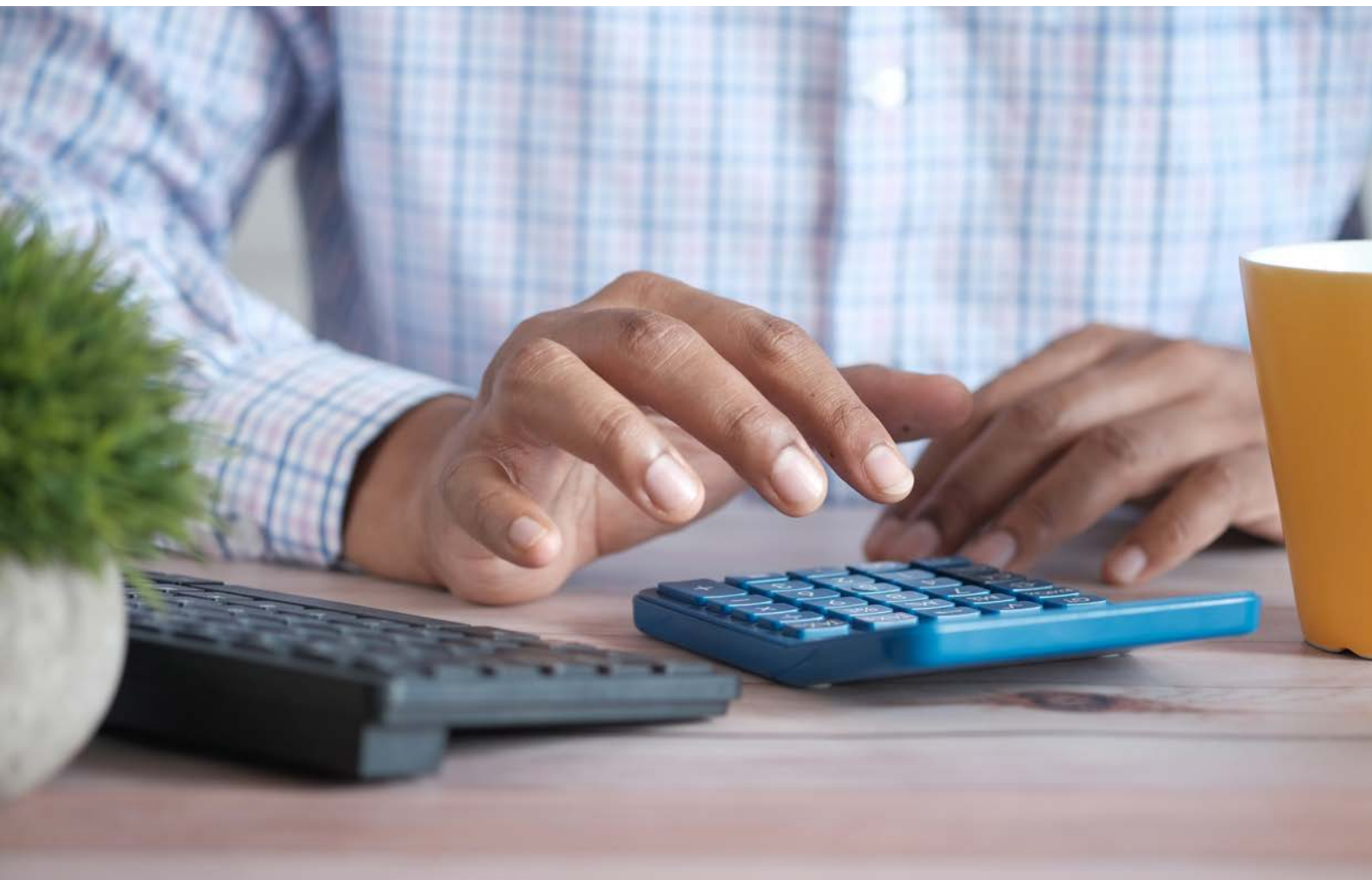
Un autre bénéficiaire

Établissement public

Association

Entreprise privée

Agriculteur



Quelle implication et quel rôle des acteurs dans la mise en œuvre de la démarche ?

Quelles compétences "métier" mobilisées ?

La principale difficulté rencontrée par les territoires ruraux et les petites villes réside dans leur capacité à constituer des équipes et groupes durablement impliqués pour piloter l'élaboration, puis le déploiement, à l'échelle d'un territoire, d'une démarche intégrée et transversale de type *Smart village*.

Trois types de compétences semblent requises (Sources : *Construire son Smart Territoire Caisse des dépôts 2018, Smart Villages, vers un avenir souhaitable pour les territoires ruraux ADRETS 2021*) et sont reprises dans la **Fiche Technique 1**. Ces compétences peuvent être portées, souvent conjointement, par les techniciens des collectivités agissantes, par des personnes ressources locales bénévoles ou des acteurs privés, ou enfin par des acteurs extérieurs au territoire qui apportent leurs ressources dans le cadre du projet, selon différents types de contractualisations. Les trois types de compétences sont les suivantes :

- » Des compétences métiers en rapport avec les projets envisagés. Le responsable métier a pour tâche de formuler avec précision les besoins de la collectivité, d'établir des objectifs à atteindre et les indicateurs pour les suivre.
- » Des compétences numériques pour enrichir les projets métiers ou concevoir de nouveaux services. Ces compétences peuvent également être mises à profit dans le cadre d'une animation de territoire.
- » Des capacités de pilotage, de coordination et de facilitation pour accompagner les équipes projets et les dynamiques collaboratives.

Or, les collectivités rurales, les centres-bourgs et les petites communautés de communes sont rarement dotés des ressources humaines en capacité de mener à bien de tels projets.



Un champ d'action dépassant le découpage des compétences administratives ?

La démarche *Smart village* est susceptible d'intégrer des champs thématiques dont la compétence n'est pas uniquement communale ou intercommunale, mais également supra-territoriale.

À titre d'exemple, la littérature relevant des expériences *Smart village*, montre que la gestion de l'environnement et des réseaux sont des domaines particulièrement plébiscités, touchant ainsi des domaines (eau, énergie, déchets, etc.) particulièrement complexes en termes de transversalité entre échelons administratifs.

Un autre exemple (notamment cité dans : *Les villages intelligents pour revitaliser les services ruraux*, ENRD 2018), concerne l'amélioration de l'offre de services qui vient mobiliser les compétences culture, tourisme, ou enfance jeunesse et une transversalité des services pour développer de nouveaux projets alliant innovation sociale et transition numérique.

Mais au-delà des compétences administratives, on peut remarquer qu'une démarche *Smart village*, vient également bousculer les collectivités territoriales dans leurs cadres d'intervention. On peut citer comme exemple, régulièrement observé, l'usage de la participation citoyenne active comme levier dans le cadre de leur projets, qui vient impacter de nouveaux modèles de gouvernance. Cela peut se traduire de plusieurs manières : les interactions et concertations avec les citoyens, l'accessibilité de l'information, la transparence des actions, débats et décisions (données ouvertes, médias contributifs, ...).



Quelles démarches identifiées *Smart village* pendant la crise sanitaire ?

Au regard de la crise sanitaire de la COVID-19, la démarche *Smart village* peut-elle apporter des bénéfices aux territoires ? Offre-elle des capacités d'adaptation ? Est-elle un moteur de résilience pour les territoires ?

Alors que la crise pandémique de la COVID-19 frappe le monde entier, l'Union européenne s'attelle à poser les bases d'une nouvelle **Vision d'avenir pour les zones rurales**. Communiquée en juin 2021, cette vision reprend précisément tous les enjeux posés par la crise sanitaire dans les territoires ruraux. Elle met en avant un paradoxe : les territoires ruraux sont à la fois des territoires d'avenir et d'accueil des populations, mais aussi des territoires qui ont besoin de se transformer pour faire face à la tertiarisation de l'économie, pour maintenir l'accès aux services publics et aux infrastructures, tout en réduisant la dépendance au véhicule individuel.

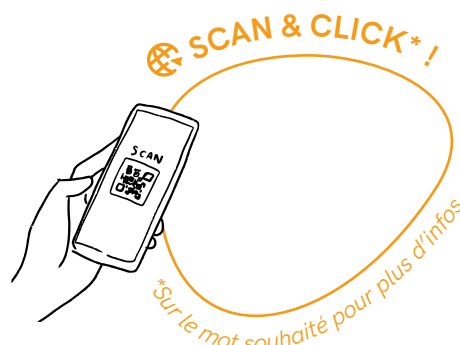
Durant la crise sanitaire, ces défis sont devenus encore plus aigus pour les territoires ruraux, dans le contexte des différents confinements (en particulier celui du printemps 2020) et de la suspension de certaines activités. En effet, de par leur faible densité de population, les territoires ruraux sont généralement éloignés des services de santé et ont des systèmes d'information et d'échanges a priori moins développés. Aussi, dans un contexte de fermeture généralisée des lieux et des services, ces territoires étaient globalement moins à même de faire face à la crise et à l'urgence.



Quelle implication et quel rôle des acteurs dans la mise en œuvre de la démarche ?

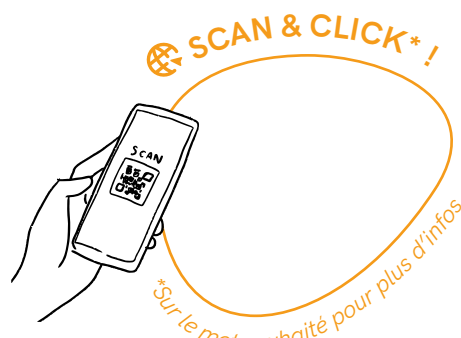
Le tableau ci-dessous illustre certaines solutions, développées et identifiées dans le cadre d'une démarche *Smart village*, en réponse aux principaux défis territoriaux.

ENJEUX PRINCIPALEMENT RELEVÉS	SOLUTIONS DÉVELOPPÉES ENTRANT DANS UNE DÉMARCHÉ DE <i>SMART VILLAGE</i>	EXEMPLES D'INITIATIVES <i>SMART VILLAGE</i> EN EUROPE
Continuité des services publics	E-administration, cartographies participatives et libres, plateformes open source et données ouvertes	<p>Haut-Valais, Suisse : Développement d'une application de l'administration communale avec des fonctionnalités telles qu'un agenda ou des actualités. L'application Megaphone 🌐 peut également être utilisée à l'échelle intercommunale, par exemple dans les domaines de la mobilité, de l'économie de partage et de la culture. Elle contribue ainsi à élaborer des solutions face à des défis communs dans une perspective régionale et à sensibiliser aux interactions fonctionnelles. Cinq villages du Haut-Valais Suisse poursuivent actuellement une approche régionale : durant la crise, cette application a permis le développement rapide d'un service de portage de repas à domicile pour les anciens (SAB CH, mars 2021).</p> <p>Corse (2A, 2B) : Un portail initiatives locales de la collectivité de Corse 🌐. Cette plateforme a été élaborée par la Collectivité de Corse afin de recenser les nombreuses initiatives qui ont été prises en Corse pour faire face à la pandémie de Covid-19.</p>



ENJEUX PRINCIPALEMENT RELEVÉS	SOLUTIONS DÉVELOPPÉES ENTRANT DANS UNE DÉMARCHÉ DE SMART VILLAGE	EXEMPLES D'INITIATIVES SMART VILLAGE EN EUROPE
Organisation des solidarités locales	Rôle des tiers-lieux et des nouvelles formes de partenariats publics-privés	9 tiers-lieux sur 10 se sont mobilisés dans des actions de solidarité : continuité pédagogique, solidarité numérique, aides aux personnes âgées, relais alimentaires. Dans la France entière ils ont démontré leur capacité à apporter des solutions concrètes. L'initiative marquante de cette période de pandémie étant certainement l'implication des Fablabs et des makers dans le prototypage et la fabrication artisanale de matériel médical d'urgence pour les soignants. L'enquête est à retrouver sur ce lien 🌐.
Continuité pédagogique et accès à la formation	Environnement de travail numérique, cloud, espaces de stockage et de travail en ligne, équipement de visio-conférence	Voir les initiatives recensées sur le site Riposte créative pédagogique 🌐.
Accès à l'alimentation et lien ville-campagne	Plateforme de vente en ligne, livraison de repas à domicile (itinérance des services), lieu et services en ligne de mise en relation entre producteurs et consommateurs	<p>Vercors (26-38) : La conception d'une application Manger Vercors 🌐 pour géolocaliser des fermes locales afin de répondre à la demande des consommateurs de s'approvisionner en produits locaux près de chez eux, en collaboration avec le PNR de Chartreuse. À cette initiative s'est ajoutée la possibilité pour les clients de commander et de payer en ligne les produits de plusieurs producteurs locaux en une seule fois grâce à la plateforme cagette.net</p> <p>Angers (49) : 1^{ère} ville de France à avoir lancé une opération de mobilisation des commerces de centre-ville pour faciliter l'écoulement des stocks des maraîchers des campagnes avec l'opération Adopte un maraîcher 🌐.</p> <p>Loire (42) : L'ADDEAR, la Confédération Paysanne et Montbrison Forez en Transition ont mis en place une cartographie collaborative des circuits courts 🌐 dans le département de la Loire.</p>

Source : "Coping covid Strategies", 2021 - Smart Villages interreg alpine Space project, Carte des initiatives Covid-19 - Riposte créative territoriale, 2020 🌐 (initié par le Laboratoire d'innovation du CNFPT).



Quelle implication et quel rôle des acteurs dans la mise en œuvre de la démarche ?

La crise sanitaire a donc démontré l'utilité de la démarche *Smart village* en tant que **moteur de résilience (capacité à traverser les crises)** et en tant que voie de développement stratégique proactif et prospectif des territoires à l'horizon 2040, évoquée par la Commission européenne.

Dans ce contexte, certains territoires et acteurs se seraient-ils mis à "faire du *Smart village* sans le savoir" ? La démarche *Smart village* n'est certes pas une révolution en soi - elle reste dans la continuité des logiques de développement rural à l'oeuvre - mais elle s'inscrit tout de même dans le cadre d'une transition démocratique locale, doublée d'une meilleure prise en charge des enjeux environnementaux et climatiques. Si la crise sanitaire a bien permis d'initier certaines démarches s'apparentant au *Smart village*, il convient toutefois de ne pas oublier les multiples facettes d'un *Smart village* dans sa mise en oeuvre idéale. En particulier, il s'agit d'une démarche qui n'est pas uniquement descendante mais aussi ascendante et venant "du terrain", et d'un territoire qui met certes en oeuvre une dynamique de coopérations locales, mais sans pour autant être coupé des autres échelles territoriales.

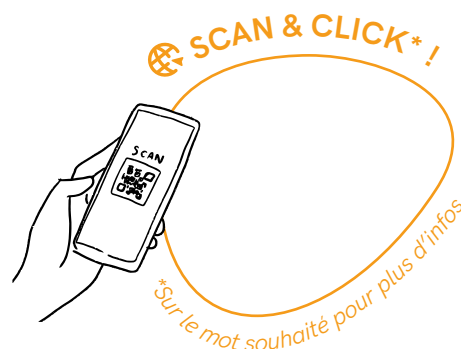
Dans un récent rapport, l'OCDE présente les leçons qui peuvent être tirées de la crise en termes de transformation numérique. Si l'organisation pointe clairement les opportunités, elle met toutefois en garde contre les risques de fractures que cette transformation peut engendrer :

« [...] la crise a apporté la démonstration frappante du potentiel des technologies numériques et certaines évolutions pourraient être trop profondes pour qu'un retour en arrière soit envisageable. Si, à l'avenir, les emplois, l'éducation, la santé, les services publics, voire les interactions sociales, deviennent de plus en plus tributaires des technologies numériques, l'incapacité de garantir un accès généralisé et fiable au numérique et une utilisation efficace des ressources associées risque d'avoir pour effet de creuser les inégalités, s'opposant ainsi aux efforts déployés par les pays pour sortir de la pandémie renforcés. » [Source : La transformation

numérique à l'ère du Covid-19, OCDE, 2021 🌐.]

Une analyse empirique des champs d'application de la démarche *Smart village* en temps de crise montre que cette démarche s'avère principalement pertinente sur les dimensions suivantes :

- **mettre à profit l'intelligence collective et les partenariats publics-privés**, au service de la solidarité et de la dynamique des projets ;
- **faire du numérique un levier de solutions** sur les enjeux prioritaires du vivre ensemble dans les territoires ruraux, avec une mention particulière concernant le rôle des outils numériques libres et des logiciels open source pour que toute la société soit actrice du développement des solutions, et que l'usage ne soit pas réservé qu'aux solutions marchandes ;
- **activer et construire la résilience du territoire** face aux crises à venir : les territoires les mieux préparés sont les plus réactifs et résilients, la communauté est organisée pour y répondre, les outils pour déployer les solutions ad hoc sont présents.



Quelles démarches identifiées *Smart village* pour l'agriculture locale

Voici trois exemples pour identifier la plus-value de la démarche *Smart village* pour l'agriculture locale et plus généralement au service d'une agriculture durable, vivante et prospère dans les territoires ruraux peu denses :

» **Cozzano** | Ce village de 280 habitants niché dans la montagne a engagé une démarche *Smart village*, en lien avec l'Université de Corte, en priorité pour une meilleure gestion des ressources locales, notamment agricoles et pastorales. Une démarche participative s'est engagée, et depuis, au-delà de l'antenne de l'Université qui s'y est implantée, le village s'est équipé d'une chaufferie, de micro-centrales hydroélectriques, bientôt de toitures photovoltaïques, d'un espace de coworking. De nouveaux services à la population qui ont par ailleurs eu des impacts sur l'installation de nouveaux habitants (l'effectif de l'école a quintuplé en 10 ans). Plus d'infos 🌐.

» **Mouans-Sartoux** | Village de 9510 habitants dans la partie rurale de la Riviera française, situé à 10km de Cannes et d'Antibes. Ce village a mené une politique alimentaire ambitieuse, protégeant l'environnement et la santé des habitants, grâce à la création d'une régie agricole pour le foncier, des repas en agriculture biologique servis à la cantine pour une alimentation durable, et la dynamisation des commerces locaux de la ville par la dynamique générée autour de cette politique alimentaire. La démarche de Mouans-Sartoux apparaît bénéfique d'un point de vue éducationnel, mais aussi du point de vue de la transparence vis-à-vis de la production et de l'augmentation de l'autonomie alimentaire de la ville, facteur de résilience en cas de crise. La démarche a également permis de dynamiser l'économie locale par la relocalisation de filières agricoles. Il est un des villages pilotes du projet *Smart Rural 21*. Plus d'infos 🌐.

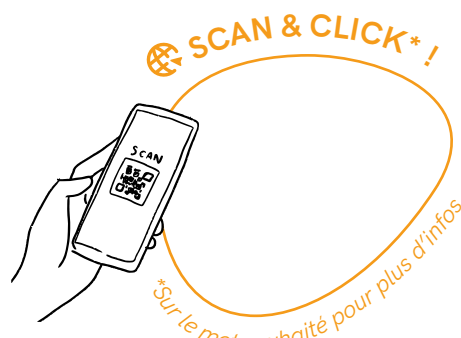
» **Maribor-Pomurje (Slovénie)** | Ce territoire a développé un système de suivi et de contrôle de la chaîne d'approvisionnement, à travers un algorithme construit sur la Blockchain. À chaque étape de l'acheminement des produits locaux en circuits-courts, les acteurs de la chaîne peuvent scanner le Q-R Code et en vérifier les informations. Cette initiative présente l'avantage d'une meilleure transparence des acteurs de la filière jusqu'aux consommateurs, ainsi qu'un gain de temps dans le suivi de la chaîne.

Avantages relevés et liés à la mise en oeuvre de la démarche *Smart village* :

- » Développer des filières en circuits-courts relocalisées et permettant de dynamiser l'emploi et l'économie locale;
- » Augmenter l'autonomie alimentaire locale, facteur de résilience en cas de crise ;
- » Faciliter et fluidifier les processus agricoles, obtenir des gains de temps et de rendement pour

les filières agricoles notamment à l'aide de systèmes intelligents ou d'intégration des nouvelles technologies ;

» Se détacher de la filière agricole centralisée, monopolistique dominante pour consolider une chaîne de valeur relocalisée et maîtrisée par les acteurs locaux.



Quelle mesure de l'impact et quelle évaluation de la plus-value de la démarche *Smart village* ?

Le choix d'adopter la démarche *Smart village* comme voie de développement pour les zones rurales doit questionner la démonstration effective de son impact et de sa plus-value, en matière de résolution des défis socio-environnementaux et économiques qui se posent au territoire. Pour établir le guide méthodologique complet, il sera pertinent d'étudier en détail et de retenir une série d'indicateurs développés par différents consortiums dans le cadre d'outils d'évaluation.

Diverses réflexions ont été conduites pour définir les indicateurs susceptibles de qualifier les impacts et le retour sur investissement de la démarche *Smart village* dans toutes ses dimensions :

- Outil de mesure d'impact et d'évaluation SEROI+ 🌐 développé dans le cadre du projet ERUDITE - Interreg Europe.
- Outil d'évaluation "Smart" 🌐 d'un territoire développé dans le cadre du projet *Smart Villages* - Interreg Espace alpin.

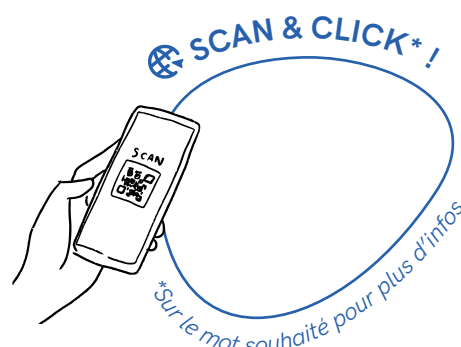
Afin d'aider les élus locaux à engager des décisions politiques en faveur de l'adoption de cette démarche, il conviendra de relever dans la littérature et dans les outils développés par les différents projets au niveau France et Europe :

- **les mesures d'impact objectives qui justifient le retour sur investissement** des actions à engager dans une démarche de *Smart village* ;
- **les outils d'évaluation de la démarche** : qu'il s'agisse d'outils d'évaluation initiale ou bien d'évaluation du processus et de la démarche, afin d'en mesurer l'avancement ainsi que les résultats, en fonction d'une série d'indicateurs à préciser, et d'outils disponibles à recenser.

Par ailleurs, il s'agira de prendre en compte **l'évaluation de la contribution des politiques publiques nationales et européennes au déploiement de la démarche.**

Le guide méthodologique permettra ainsi d'étudier une série d'indicateurs que pourront retenir les autorités de gestion des programmes, notamment :

- les autorités de gestion des PDR - Programmes de développement rural - en charge de l'évaluation du dispositif LEADER en France ;
- les autorités de gestion des autres fonds européens (FSE, FEDER, Interreg...).





Annexes

Fiche Technique 1

Cartographie des acteurs et des compétences impliqués dans la réalisation de démarches *Smart village*

Cette cartographie permet de visualiser clairement la répartition des acteurs, des compétences communales et supra-territoriales, publiques, associatives et privées impliquées dans la réalisation de la démarche *Smart village*.

APPROCHE SMART VILLAGE	
Mobilité	Économie
Environnement	Gouvernance
Agriculture, Alimentation, forêt	Services, cadre de vie

ACTEURS

Des acteurs initiateurs et moteurs

Des personnes convaincues, durablement investies, portant et incarnant la visio

Des animateurs et facilitateurs

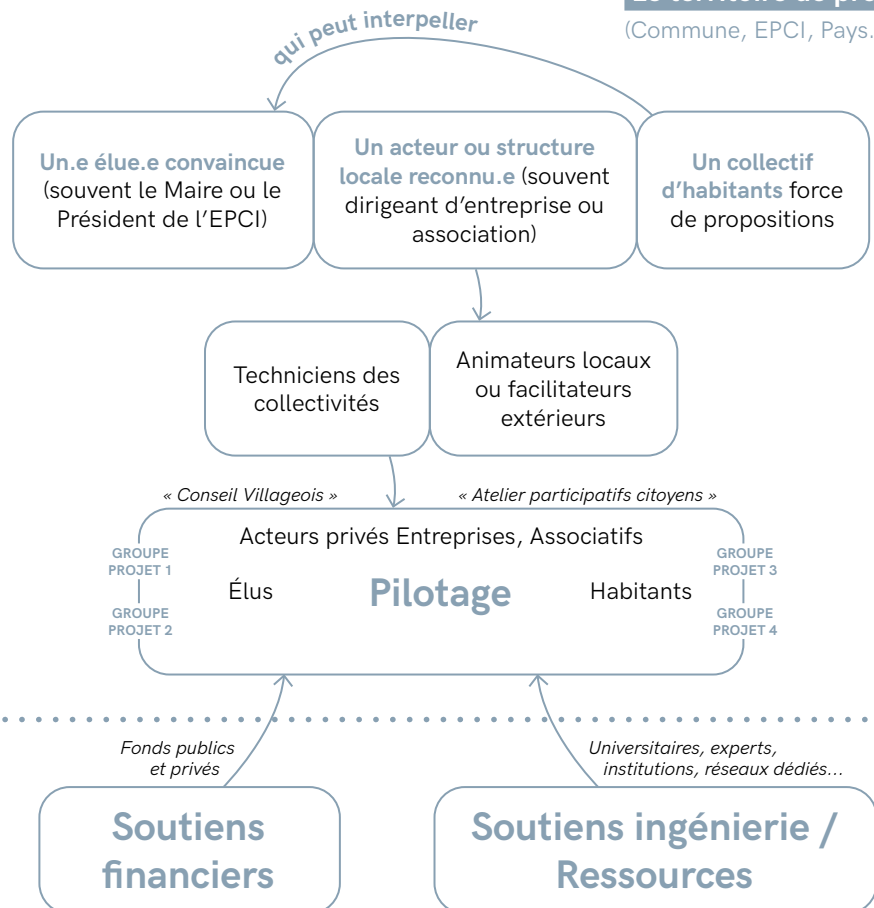
Connaissance et compétences à accompagner des dynamiques de coopération, d'intelligence collective et de fonctionnement collaboratif

Une communauté de valeurs, de réflexion et d'action

Des acteurs du développement local, impliqués dans la conception et la mise en œuvre des solutions

Le territoire de projet

(Commune, EPCI, Pays...)



Échelon supra-territorial

(départemental, régional, national, européen...)

Fiche Technique 2

Cartographie des financements

Cette cartographie des financements est une première approche non-exhaustive dont l'intérêt est surtout de présenter un aperçu de la multiplicité des dispositifs de financements dans lesquels peut s'insérer une démarche de *Smart village*. Nous attirons l'attention sur le fait qu'il s'agit bien là d'exemples valables à la date de publication de cette analyse, certains appels à projets étant donc susceptibles d'être clôturés.

Dans la continuité, le guide méthodologique poursuivra ce travail par la mise en avant de guichets (entités ressources et points d'entrée majeurs) et de partenaires financiers incontournables quels que soient les appels à projets contextuels.

COMPÉTENCES

Déchets / Énergie / **HABITAT** /
ÉCLAIRAGE / Environnement /
Eau / *Petite enfance jeunesse*
autonomie / **AMÉNAGEMENT** /
Cantines et restauration /
Cohésion sociale / Culture /
TRANSPORTS ET MOBILITÉ /
Tourisme

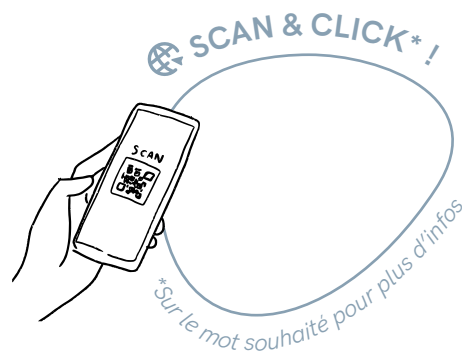
FINANCEMENTS EUROPÉENS

THÉMATIQUES FINANÇÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE ET S'INSCRIVANT DANS UNE DÉMARCHÉ SMART VILLAGE

Démarche et stratégie intégrée <i>Smart village</i>	Infrastructure haut-débit	Services à la population	Actions de coopération	Éducation et accès à la formation	Culture	Énergies renouvelables	Transports
-----------------------------------------------------	---------------------------	--------------------------	------------------------	-----------------------------------	---------	------------------------	------------



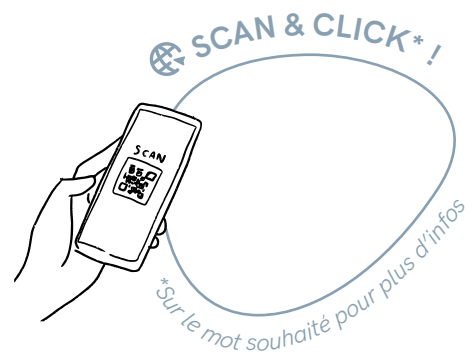
Annexes



FINANCEMENTS EUROPÉENS

Thématique financée	Dispositif	Financement
Exemples de fiches mesures 🌐 de la politique européenne de développement rural (FEADER) 2014-20		
TRANSVERSALE	Mesure 1 - Transfert de connaissances et actions d'information	FEADER 🌐
➡ € Formation professionnelle, acquisition de compétences, transfert d'informations et de connaissances	🏠 Organismes agricoles et sylvicoles de formation et de développement, organismes collecteurs et gestionnaires des fonds de formation, instituts de recherche appliquée	
SERVICES À LA POPULATION CULTURE	Mesure 7 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales	FEADER 🌐
➡ € Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, développement des services de base et activités récréatives	🏠 Collectivités et leurs groupements, établissements publics, associations, entreprises	
ACTIONS DE COOPÉRATION	Mesure 16 - Coopération	FEADER 🌐
➡ € Développement rural par la création de pôles et de réseaux, projets associant la recherche et les acteurs de terrain	🏠 Agriculteurs, acteurs de la recherche, associations, entreprises, acteurs des filières d'approvisionnement	
TRANSVERSALE	Mesure 19 - Soutien en faveur du développement local au titre de LEADER	FEADER 🌐
➡ € Études, expérimentations et investissements matériels entrant dans le cadre de la Stratégie locale de développement (SLD) des GAL	🏠 GAL LEADER Porteurs de projets	
TRANSVERSALE	FEDER	FEADER 🌐
➡ € Fonds de soutien aux investissements pour le haut débit	🏠 Collectivités, associations et PME	
TRANSVERSALE	FSE	FSE 🌐
➡ € Fonds de soutien aux compétences entrepreneuriales et numériques	🏠 Collectivités, associations et PME	

Types d'actions financées : ➡ € / Structures éligibles : 🏠

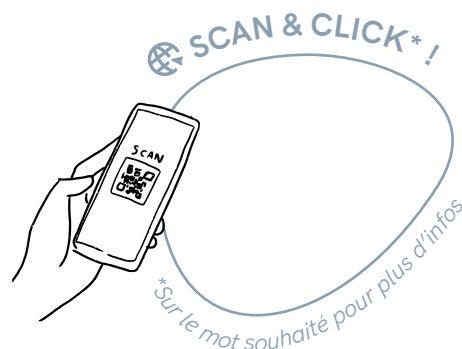


FINANCEMENTS EUROPÉENS

Thématique financée	Dispositif	Financement
Exemples de fiches mesures 🌐 de la politique européenne de développement rural (FEADER) 2014-20		
TRANSVERSALE	Programmes Interreg de coopération européenne	FEDER 🌐
➡ € Projets de coopération transnationaux et transfrontaliers		🏠 Collectivités, associations et PME
INFRASTRUCTURE HAUT-DÉBIT	WIFI4EU	Connecting Europe facility Fund 🌐
➡ € Bon d'achat de 15 000 euros pour le Wi-Fi gratuit pour des hotspots («centres de la vie publique»)		🏠 Communes ou associations de communes, syndicats mixte
CULTURE	Europe créative	Programme Europe créative 🌐
➡ € Soutien à la formation, soutien à la mise sur le marché, soutien aux festivals		🏠 Entreprises, associations à but non lucratif, organisations caritatives, fondations, communes, particuliers
ÉDUCATION	Erasmus+	Erasmus+ 🌐
➡ € Développement et activités de mise en réseau, pour la coopération transnationale et les partenariats pour l'échange de connaissances et l'innovation		🏠 Institutions publiques, universités, écoles, organismes de formation, associations, centres de recherche ou entreprises
ÉNERGIE	Assistance technique pour les projets d'efficacité énergétique locaux	ELENA 🌐
➡ € Assistance technique pour les investissements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans le bâti et les transports urbains innovants		🏠 Autorités locales, régionales ou nationales, autorités de transport et opérateurs de transport, opérateurs de logement social, autres entreprises
TRANSVERSAL	Fonds européen pour les investissements stratégiques	Fonds européen pour les investissements stratégiques 🌐
➡ € Projets des secteurs d'investissement mentionnés à l'article 9 du règlement (UE) 2015/1017		🏠 Secteur privé, entités du secteur public, banques, fonds et toute autre forme d'investissements collectifs

Types d'actions financées : ➡ € / Structures éligibles : 🏠

Annexes

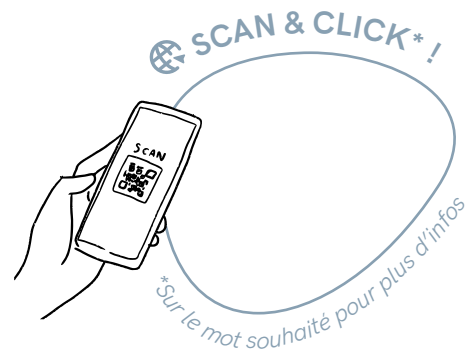


FINANCEMENTS FRANÇAIS

Exemples de dispositifs et d'appels à projets passés ou en cours

Thématique financée	Dispositif	Financement
MOBILITÉ	TENMOD	France Mobilités 🌐
➡ € Soutenir l'expérimentation, le développement et la diffusion de solutions innovantes de mobilité dans tous les territoires		
MOBILITÉ	AVELO2	ADEME 🌐
➡ € Accompagner les territoires notamment peu denses à définir et animer leur politique cyclable		
MOBILITÉ	Aménagements cyclables	France Mobilités 🌐
➡ € Soutenir financièrement les maîtres d'ouvrage dans leurs projets de réalisation d'itinéraires cyclables sécurisés et de résorption de discontinuités des itinéraires		
CULTURE	Micro-Folies	Agenda rural 🌐
<i>Types d'actions financées : Favoriser l'accès à la culture</i>		
ÉDUCATION	Cordées de la réussite	France relance 🌐
➡ € Accompagner les élèves dans leur parcours d'orientation. L'objectif est d'introduire une plus grande équité sociale dans l'accès aux formations de l'enseignement supérieur		
ÉDUCATION	Campus connectés	Agenda rural 🌐
➡ € Élargir les possibilités de poursuite d'études supérieures dans les territoires ruraux		
ÉNERGIE	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ)	France relance 🌐
➡ € Investissements dans le réseau de distribution, spécifiquement en zone rurale en améliorant sa résilience, notamment face aux événements climatiques et en développant les investissements en faveur de la transition énergétique : développer une gestion optimisée et plus intelligente du réseau (batterie, smart-grids) et une intégration croissante des énergies renouvelables		

Types d'actions financées : ➡ €

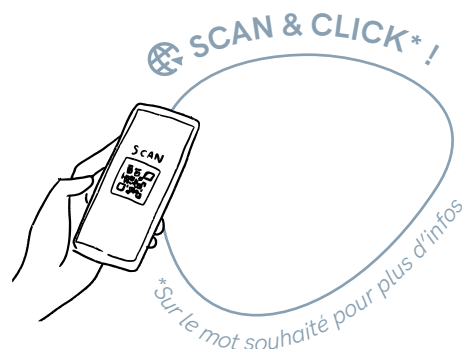


FINANCEMENTS FRANÇAIS

Exemples de dispositifs et d'appels à projets passés ou en cours

Thématique financée	Dispositif	Financement
SERVICES À LA POPULATION	Programme France Services	ANCT - France Services 🌐
<p>➡ € Permettre à chaque citoyen quel que soit l'endroit où il vit, en ville ou à la campagne, d'accéder aux services publics et d'être accueilli dans un lieu unique, par des personnes formées et disponibles, pour effectuer ses démarches du quotidien, avec le déploiement de 1500 lieux France Services et de Bus France Services</p>		
ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ	Restauration de sites ou création d'infrastructures d'accueil du public dans les espaces et aires protégés	France relance 🌐
<p>➡ € Soutenir les collectivités et les autres gestionnaires d'espaces naturels pour réaliser des chantiers de restauration de sites ou de création d'infrastructures pour l'accueil du public dans les espaces et aires protégés, vecteurs d'emplois locaux et d'attractivité, notamment touristique</p>		
ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ	Petites villes de demain	Agenda rural 🌐
<p>➡ € Programme d'appui dédié à la revitalisation des petites villes qui sont essentielles au dynamisme et au développement des territoires ruraux</p>		
ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ	Transformation numérique des entreprises	France relance 🌐
<p>➡ € Accompagner la transformation numérique des entreprises de l'économie de proximité : prestations de diagnostic et d'ingénierie en matière de stratégie numérique territoriale, financement des dépenses d'investissement visant à développer des solutions numériques locales, cofinancement de managers de centre-ville qui participeront à la sensibilisation et à l'accompagnement des commerçants vers la numérisation de leur activité.</p>		
NUMÉRIQUE	Fabrique de territoire	France relance 🌐
<p>➡ € Accompagner et accélérer la dynamique de développement des tiers-lieux dans les territoires, en garantissant leur diversité et consolidant les projets existants</p>		

Annexes



FINANCEMENTS FRANÇAIS

Exemples de dispositifs et d'appels à projets passés ou en cours

Thématique financée	Dispositif	Financement
NUMÉRIQUE	Inclusion numérique - Conseillers numériques	France Relance 🌐
➡ € Favoriser une appropriation accélérée des nouveaux usages et services numériques de tous les Français par la formation et le recrutement de médiateurs numériques		
NUMÉRIQUE	Plan France très haut débit (PFTHD)	France Relance 🌐
➡ € Accélérer le déploiement de la fibre optique partout sur le territoire et parvenir à sa généralisation, au plus tard fin 2025, pour des porteurs de projets départementaux ou pluri-départementaux de réseaux d'initiative publique		
SANTÉ	Maisons de santé pluriprofessionnelles	Agences régionales de santé 🌐
➡ € Mise en place de structures pluridisciplinaires où travaillent, de manière coordonnée, médecins et auxiliaires médicaux, par le soutien à la création d'un espace dédié à la coordination des soins au plus près de la population grâce au partage de compétences		
REVITALISATION	POPSU TERRITOIRES	Plan urbanisme construction architecture 🌐
➡ € Études de cas associant des équipes de recherche à des communes de moins de 20 000 habitants en vue de questionner le modèle de développement dans une démarche prospective		

Types d'actions financées : ➡ €

Bibliographie

Plateformes ressources et réseaux autour de la démarche *Smart village* et des territoires intelligents en France

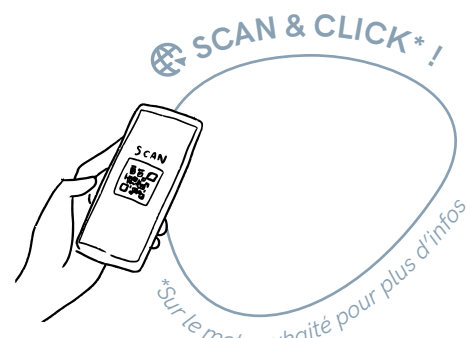
- » **CEREMA** - Plateforme des Villes et Territoires intelligents - <https://smart-city.cerema.fr/> 🌐
- » **RURALITIC** - Plateforme "le *Smart village*", Ruralitic - <https://ruralitic-forum.fr> 🌐
- » **Les Interconnectés** - Les réseaux des territoires innovants - <https://www.interconnectes.com/> 🌐
- » **Réseau PAC** - (anciennement REDR- Réseau européen pour le développement rural) - Portail des villages intelligents - https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal_fr 🌐
- » **Smartalps Apine Smart Village** - Réseau des villages et territoires intelligents alpins - <https://www.alpine-region.eu/smartalps-alpine-smart-villages-network> 🌐
- » **Smart Village network** - Réseau animé par E40. <https://www.smart-village-network.eu/> 🌐
- » **Rumra & Smartvillages: Intergroup on Rural, Mountainous and Remote Areas** - initié par le consortium du projet RUMRA 2014-2020. <https://www.smart-rural-intergroup.eu/> 🌐

Guides et ouvrages sur la démarche *Smart village* et les territoires intelligents

- » ADRETS, 2018. Vers le *Smart village* : Renouveler l'accès aux services en territoire rural avec les données. <https://adrets-asso.fr/wakka.php?wiki=VersLeSmartVillageRenouvelerLAccesAux> 🌐
- » Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise, 2019. Big Bang Numérique. In GRAND A La Lettre
- » ASTEE, 2016. Territoires en Transition : mettre l'intelligence numérique au coeur des services publics.

<https://www.astee.org/publications/territoires-en-transition-mettre-lintelligence-numerique-aucoeur-des-services-publics/> 🌐

- » Réseau PAC (anciennement REDR), 2018. Revue rurale de l'UE n° 26 - « Villages intelligents : revitaliser les services ruraux »
- » Jormot, 2017. Smart territoires, zones rurales et solutions intelligentes. In Les Smart-grids. https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review-26-smart-villages-revitalising-rural-services_fr 🌐
- » Caisse des dépôts, 2016. Guide "Smart City versus Stupid village". https://www.adcf.org/files/Publications/Guide_Smart_Cities.pdf 🌐
- » Caisse des dépôts, 2018. Construire son Smart Territoire. <http://infranum.fr/wp-content/uploads/2018/06/Guide-SmartCity2018-INFNUM-WEB-pages-v3.1.pdf> 🌐
- » CEREMA, 2018. Villes intelligentes : Tous concernés, du village à la métropole. <https://smart-city.cerema.fr/sites/smartcity/files/inline-files/Cerema%20-%20Ptit%20Essentiel%20-%20Villes%20intelligentes.pdf> 🌐
- » Réseau Rural National, 2018. L'impact des usages numériques sur le développement rural.



Bibliographie

Articles

- » Martinez Juan A. et McEldowney J., 2021. « Villages intelligents : Concept, enjeux et perspectives pour les zones rurales de l'Union européenne ». [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI\(2021\)689349](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)689349) 🌐
- » Komorowski L. et Stanny M., 2020. « Smart Villages: where can they happen? ». <https://www.mdpi.com/2073-445X/9/5/151> 🌐
- » Batac et Maurel, 2020. « La face cachée de la digitalisation des collectivités territoriales », 2020. In La Gazette des Communes.
- » Faburel, 2020. L'impasse des Smart Cities. In Note de la La Fondation de l'Ecologie Politique - FEP n° 14
- » Attour A. et Rallet A., 2014., « Le rôle des territoires dans le développement des systèmes trans-sectoriels d'innovation locaux : le cas des smart cities », with A. Attour, Innovations, n° 43, 253-279.

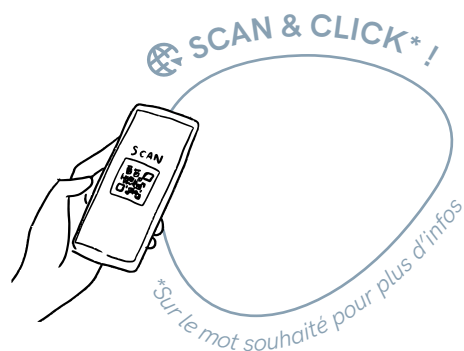
Déclarations et manifestes

- » **Cork 2.0 Declaration 2016:** A Better Life in Rural Areas. https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/events/2016/rural-development/cork-declaration-2-0_en.pdf 🌐
- https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/cork-declaration_fr.pdf 🌐
- » **Bled Declaration 2018:** For a Smarter future of the Rural areas in the EU. <http://pametne-vasi.info/wp-content/uploads/2018/04/Bled-declaration-for-a-Smarter-Futureof-the-Rural-Areas-in-EU.pdf> 🌐
- » **Smart rural intergroup manifesto:** <https://www.smart-rural-intergroup.eu/european-rural-agenda/> 🌐 and https://www.smart-rural-intergroup.eu/wp-content/uploads/2019/10/RUMRA-Manifesto_FLYER-A4-EN_V13ok.pdf 🌐
- » **Charte pour les Smart villages**, du groupement de projet *Smart villages* Interreg espace alpin. <https://www.alpine-space.eu/projects/smartvillages/en/results/project-results/wp4---policy-recommendations/outputs> 🌐

Projets nationaux et européens en lien avec la démarche *Smart village*

Les projets MCDR (Mobilisation collective pour le développement rural) sont issus d'un appel à propositions initialement lancé en mai 2015 pour soutenir, dans le cadre du Réseau rural national, "des projets collaboratifs à dimension nationale ou inter-régionale, favorisant la mise en réseau et contribuant à l'amélioration de la mise en oeuvre des Programmes de développement rural (PDR), dans une perspective pluriannuelle." Plus d'infos 🌐

- » **Projet MCDR - TRESSONS** 🌐, porté par l'Avisé (2018-2021). Territoires ruraux et économie sociale et solidaire, outils et nouvelles synergies.
- » **Projet MCDR - Port@il** 🌐 - porté par Familles rurales (2018-2021). Pôle Rural Télétravail @nimation Intergénération Loisirs : développement de tiers-lieux de solidarité, d'inter-génération et associatifs en milieu rural. Thématiques du Numérique / Services à la population / Accès à l'information et à la formation
- » **Projet MCDR - InsTerCoop** 🌐, porté par l'Institut des territoires coopératifs (2018-2021). Le développement rural par la coopération. Thématique des Stratégies locales de développement et coopérations territoriales.
- » **Projet MCDR - Les territoires apprenants** 🌐, porté par Sol et Civilisation (2018-2021). Répondre aux nouvelles activités et aux nouvelles compétences en milieu rural. Thématique de l'accès à la formation et à l'information, lien urbain-rural.



Projets européens

» **Projet Smart rural 21** « Action préparatoire sur les zones rurales intelligentes au 21^e siècle », 2019-2022 et porté par le groupe E40. <https://www.smartrural21.eu/smart-rural-21-project/> 🌐

» **Projet Smart Eco-Social Villages**, initié par le Parlement européen et porté par ECORYS, 2019. https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/pilot-project-smart-eco-social-villages-final-report_en 🌐

» **Projet ERUDITE Interreg Europe**. <https://www.interregeurope.eu/erudite/smart-villages/> 🌐

» **Projet Smart Villages Interreg espace alpin**, porté par le Groupement suisse pour les Régions de montagne SAB, 2019-2021. <https://www.alpine-space.eu/projects/smartvillages/en/home> 🌐

» **Estonia LEADER cooperation project Smart Villages training programm**, 2021-2022.

» **Projet SIMRA** Social innovations in marginalised rural areas project H2020, 2016-2020. <http://www.simra-h2020.eu/> 🌐

Ouvrages méthodologiques

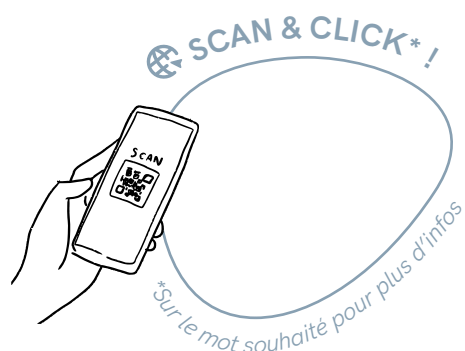
» Community Visioning, defined e.g. in "The Community Visioning and Strategic Planning Handbook", National Civic League Press, Denver, Colorado, 2010.

» Oregon Model, defined e.g. in "The new Oregon Model - Envision, Plan, Achieve", Journal of Futures Studies, November 2010, 15(2): 163 - 166

» ADRETS, 2016. Cartographie participative des services au public et Open Data. <https://adrets-asso.fr/wakka.php?wiki=CartographieParticipativeDeServicesAuPubli> 🌐

» Pilot project Smart Eco social villages Final Report, 2020. https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/pilot-project-smart-eco-social-villages-final-report_en 🌐

» ADRETS, 2021. *Smart Villages*, vers un avenir souhaitable pour les territoires ruraux : enjeux, méthodologie et expériences. <https://adrets-asso.fr/wakka.php?wiki=SmartVillagesVersUnAvenirSouhaitablePour> 🌐





WWW.RESEAU RURAL.FR

Conception réalisation : @comtogether.fr